

doivent inspirer aucune crainte aux ouvriers.

L'ouvrier ne doit pas soupçonner ceux qui ont énoncé ces doctrines. Au contraire, les assises jetées par sir Robert Borden à la Conférence de la paix marqueront pour l'ouvrier du Canada l'aurore d'une ère nouvelle; car les travaux du premier ministre dans cette sphère, lorsqu'ils auront obtenu la sanction des lois, avant longtemps, j'en suis sûr, mettront notre pays à l'abri des agitations industrielles.

La nécessité de semblables prescriptions législatives saute aux yeux. Le rapport de la commission des relations industrielles le démontre clairement, et ses conclusions, je n'en doute pas, seront appliquées sans tarder, grâce à des projets de loi dont la Chambre sera saisie dès que seront terminées les délibérations du congrès industriel.

Les ouvriers syndiqués tiennent leur rôle aussi courageusement qu'ils l'ont tenu pendant la guerre. De leurs rangs sont sortis soixante-dix pour cent des soldats de la grande armée canadienne qui a franchi les mers pour soutenir la noble cause de la justice. Les véritables ouvriers syndiqués luttent encore pour la défense du droit. Ils s'empressent de rejeter les sophismes bolchévistes prônés par le grand syndicat général dont le déclin est aussi rapide que son ascension l'a été.

Ils conservent néanmoins leurs aspirations dont les principales sont justes et louables; entre autres, la réglementation législative des heures de travail, la fixation du salaire minimum, l'assurance contre le chômage et l'assurance pour la vieillesse. Le traité pourvoit aux deux premiers de ces desiderata, et nul ne saurait à bon droit nier la légitimité de ces aspirations de la population ouvrière.

Les hommes de science nous apprennent que deux sentiments fondamentaux et primaires survivent parmi l'humanité. L'un est le sentiment de la conservation. Il est profondément enraciné chez nous. Pour le travailleur, les moyens d'existence—ce qui est indispensable à la vie—sont fort précieusement. La possibilité du chômage est pour lui un cauchemar incessant—sa grande crainte est de se voir, lui et sa famille, en proie à la misère. L'Etat doit le prémunir contre cette calamité et dissiper cette crainte qui le hante à tous les instants.

Les chefs des syndicats ouvriers sont des gens prudents et sensés; j'ai assisté à leurs délibérations dans ma division électorale et dans la ville de Victoria. J'aimerais que les ouvriers eussent des représentants en cette enceinte; selon moi, le maintien du

[M. McIntosh.]

présent état de choses actuel ne fait pas honneur à la population canadienne au régime représentatif actuel. A mes yeux, l'absence d'un représentant d'un nombreux groupe de notre population est une anomalie. Non seulement les ouvriers ont le droit d'être représentés au Parlement; mais leur représentation tendrait à affermir et à préserver notre nation.

Je suis bien aise d'apprendre que la commission du commerce accomplit sa tâche, et j'espère qu'on augmentera ses pouvoirs, si le besoin s'en fait sentir.

La diminution de la production pendant la guerre et la destruction d'une si grande abondance de richesses matérielles dans le monde entier sont, à n'en pas douter, les causes premières de la cherté inusitée de la vie. Celle-ci a, cependant, été fortement accentuée par la rapacité de ceux qui ont tiré parti des avantages que la guerre leur offrait. C'est là une conduite qui doit être réprimée avec énergie, et j'espère que la commission du commerce qui vient de voir le jour réussira à éloigner ce danger.

La cherté de la vie pèse lourdement sur l'ouvrier. On dira peut-être que les salaires ont suivi la même progression ascendante. Rigoureusement parlant, il n'en a pas été ainsi, car le relèvement des salaires a généralement lieu longtemps après le renchérissement des objets de première nécessité.

De plus, le chômage, régulier ou intermittent, est une cause infaillible de souffrance. Plus que jamais, le spectre de la misère hante l'esprit de l'ouvrier.

Dans ses mémoires qui viennent de paraître, le colonel Henry Watterson, le doyen des journalistes, si estimé sous le nom de "Marse Henry", l'ami des hommes de lettres et le compagnon des diplomates, déclare que la civilisation est suspendue au bord d'un abîme, et qu'elle remontera vers des sphères plus élevées ou qu'elle choira dans un siècle de barbarie. Je ne suis pas de cet avis. La civilisation doit s'élever sans cesse; elle ne saurait péricliter. Cependant, nous devons constamment nous garder contre tout mouvement rétrograde en parant aux éventualités et en empêchant une irritation passagère de dégénérer en mécontentement visible. J'ai pleine confiance que la pondération d'esprit du peuple canadien verra à bout des agitations qui pourront surgir.

M. McKENZIE: Vu l'objet de la convocation des Chambres, nul membre de la gauche ne trouvera à redire, j'en suis sûr, au texte du discours du trône. J'ai aussi la certitude qu'aucun député ne blâmera les